

Salle 1 Les communications du 12 février 2020

Populations touchées par les mesures pour endiguer la pandémie (4) : les méconnues

1. Entre politiques de santé publique et accompagnement des familles en deuil : l'intervention des professionnel-le-s du funéraire durant la pandémie de la Covid-19

Le 16 mars 2020, le Conseil Fédéral a déclaré l'état de « situation extraordinaire » afin d'édicter des mesures pouvant s'appliquer à l'ensemble du pays pour endiguer la propagation de la pandémie de la Covid-19. Depuis lors, un confinement partiel a prévalu jusqu'au 27 avril. Durant cet intervalle, les différentes instances de santé publique – OFSP, cantons, hôpitaux – ont dû coordonner leurs activités, non sans difficultés. Le monde funéraire s'est trouvé à l'interface de ces différentes instances ; il a dû adapter les pratiques de prise en charge des défunts (transport, protection, hygiène, stockage, traitement, sépulture) selon les directives et informations reçues à différents niveaux tout en continuant de fournir un service aux familles et répondre, dans la mesure du possible, à leurs attentes.

Cette communication propose de rendre compte de la façon dont le monde funéraire s'est réorganisé face à cette crise et a adapté ses pratiques pour articuler au mieux des politiques de santé publique régulièrement modifiées avec des vécus familiaux mis à l'épreuve. La communication prend appui sur plus de quatre-vingts entretiens menés dès le début avril 2020 via deux projets de recherches combinés se déployant en Suisse, en France et en Italie, et dont le financement a été obtenu dans le cadre d'appels spéciaux sur le coronavirus (No Lonely Deaths. Answering the Impact of the Covid-19 Pandemic on the Funeral Sector and on Bereaved Families, Marc-Antoine Berthod et Gaëlle Clavandier, juillet 2020 – décembre 2021, FNS ; COFUNERAIRE – Co-construire une réponse funéraire en contexte de pandémie de la Covid-19, Gaëlle Clavandier, mai 2020 – octobre 2021, ANR).

- Marc-Antoine Berthod, HETSL
- Veronica Pagnamenta, HETSL
- Gaëlle Clavandier, Centre Max Weber Lyon

2. Amplification et diversification des formes d'exclusion ordinaire vécues par les femmes handicapées en temps de Covid-19 : qu'y a-t-il à en apprendre ?

La pandémie de Covid-19 réitère intensément les inégalités d'accès vécues par les personnes handicapées. Au croisement du handicap et du genre, les femmes handicapées vivent des situations de limitations spécifiques (Women Enabled International WEI, 2020). Ces restrictions concernent les biens de première nécessité, les soins et services à la personne ou l'exercice du métier, mais aussi, au premier chef et de façon inédite dans le Nord globalisé, l'inexistence d'informations et de canaux d'information adaptés à la prévention du virus, renforce le sentiment de ghettoïsation et de dévaluation sociale de ces femmes (Wernaers, 2020). Les inégalités d'accès se trouvent amplifiées et diversifiées, et résultent en une diminution de leur autonomie, en un rétrécissement de la sphère privée où elles sont majoritairement déjà confinées, et en une augmentation du risque de violences domestiques auxquelles elles sont particulièrement exposées (WEI, 2020). Alors que les pouvoirs publics pratiquent des traitements et une communication qui découpent les situations des femmes, et des personnes handicapées, nous proposerons des pistes de réflexion féministes sur l'inclusion, dans les politiques institutionnelles, en temps de pandémie, des besoins des femmes handicapées.

- Elena Pont, Université de Genève

3. Des monastères confinés. Les communautés religieuses confrontées à la crise sanitaire de la COVID-19

Protégées du monde extérieur par la clôture, les communautés monastiques contemplatives semblent imperméables aux restrictions qui ont été imposées aux populations par la COVID.

Parfois sollicité.e.s par les médias durant la crise, moines et moniales ont pu se présenter comme des expert.e.s du confinement, témoignant des bienfaits de l'isolement et de l'introspection que la mise en pause de nos vies aurait permis.

Menant depuis deux années une enquête ethnographique sur la vie monastique confrontée à son vieillissement, les deux chercheur.e.s ont interrogé leurs terrains (situés en Suisse romande et Bourgogne Franche-Comté) à partir d'un questionnaire adressé à la mi-mai 2020. Les questions posées aux communautés portaient sur les conséquences de cette crise sanitaire sur les plans communautaire et économique. Fermeture des hôtelleries, travail des salariés et bénévoles laïcs interrompus, gestes barrières à l'intérieur du cloître, réorganisation des activités, modifications liturgiques ... Les réponses fournies par ces communautés mettent en évidence la nécessité d'improviser pour faire face à la situation, alors que leurs effectifs réduits et vieillissants les exposent déjà à des difficultés importantes. Doublement confinées, il paraît surtout que l'enfermement imposé par la COVID a eu des impacts financiers et sanitaires sur ces communautés, d'autant qu'elles se revendiquent traditionnellement d'une certaine autarcie, dont un minimum de liens avec l'État politique et social. Bien qu'il soit prématuré d'évaluer les impacts de la pandémie sur la vie communautaire contemplative, il se pourrait que le prix de la coutume soit plus élevé qu'il n'y paraît, du point de vue des revenus et de la circulation de l'argent comme de celui du quotidien et des pratiques.

- Laurent Amiotte-Suchet, Haute Ecole de Santé Vaud
- Annick Anchisi, Haute Ecole de Santé Vaud

4. Le travail du sexe et l'intervention sociale en temps de pandémie

La pandémie de covid-19 a conduit à une interdiction du travail du sexe en Suisse du 16 mars au 6 juin 2020, ce qui a accru la précarité d'une population déjà vulnérable économiquement : les personnes travailleuses du sexe (TdS) exerçant dans les salons de massages érotiques et dans la rue. Privées de leur source de revenus, celles qui le pouvaient se sont tournées vers l'allocation pour perte de gain (APG), d'autres vers l'aide sociale ou vers des aides financières et alimentaires issues d'initiatives privées ou associatives. Depuis la reprise de l'activité, les difficultés financières persistent et les associations en lien avec les TdS restent des interlocutrices privilégiées pour venir en aide aux personnes qui en ont besoin.

Cette contribution présente les résultats d'une recherche en travail social en cours, issue d'une collaboration entre la HETSL et Fleur de Pavé, une association proposant un lieu d'accueil, un soutien et un accompagnement selon les besoins des TdS dans le canton de Vaud. Au travers d'observations réalisées pendant les interventions de l'association dans les lieux où s'exerce le travail du sexe, et de focus groups conduits avec des intervenantes sociales et des TdS de septembre à novembre 2020, la recherche vise à documenter les impacts de la pandémie sur les TdS et sur les pratiques d'intervention sociale de l'association. Plus concrètement, il s'agit d'analyser :

- Les répercussions de la pandémie sur les conditions de travail des TdS.
- Les obstacles rencontrés par les TdS pour accéder aux APG ou à toute autre forme d'aide et quelles sont les limites de ces aides pour cette population.
- Les changements des pratiques en lien avec la pandémie qu'a dû opérer Fleur de Pavé.
- Les conséquences des mesures sanitaires sur les liens entre intervenantes sociales et TdS.

Cette analyse permettra d'interroger l'(in)adéquation entre les politiques sociales, les dispositifs et les pratiques d'intervention sociale et les besoins des personnes concernées.

- Jenny Ros, Haute école de travail social et de santé Lausanne (HETSL)
- Silvia Pongelli, Fleur de Pavé
- Sandrine Devillers, Fleur de Pavé

5. Les étudiants : les grands oubliés des mesures d'urgence ? Situation pendant le confinement d'étudiants en travail social en France.

Le confinement décidé par le gouvernement français entre le 17 mars et le 11 mai 2020 a impacté les étudiants à plusieurs niveaux : dans la poursuite de leurs études et l'acquisition de leurs connaissances, mais également au niveau de leurs ressources financières. Une partie de cette population, déjà précaire en temps normal, a été la première touchée par l'arrêt de leurs contrats de travail et autres jobs étudiants. Dans le travail social, d'autres se sont retrouvés en "première ligne" dans le déroulement de leur stage ou du fait de leur engagement via la réserve sociale mise en place.

Un centre de formation en intervention sociale, situé dans les Hauts-de-France, a mené une enquête sur la situation des étudiants pendant le confinement. À partir de cette enquête, nous présenterons la réalité des difficultés financières des étudiants, qu'elles soient habituelles ou aggravées par la situation de crise sanitaire : perte d'un travail éventuel, part des étudiants en difficulté financière, postes de dépense impactés, etc. Nous présenterons également les aides auxquelles les étudiants les plus en difficulté ont pu prétendre, qu'elles soient financières ou alimentaires, mais aussi la situation des étudiants qui auraient eu besoin d'aide et qui n'ont pas trouvé de réponse des politiques sociales à leurs difficultés. Enfin, nous pourrions également explorer les impacts du confinement sur la santé des étudiants en travail social, qu'ils soient somatiques ou psychologiques, ou encore sur leurs conditions de vie (logement, liens sociaux, etc.)

- Juliette Halifax, APRADIS